

Sud Ouest
15/12/17

« Un abandon des missions publiques »

FINANCES PUBLIQUES Un fonctionnaire sur 5 en grève, hier, pour cause de suppressions d'emplois



Une trentaine de grévistes, hier matin à Angoulême. PHOTO H. RIETSCH

Au total, 21 suppressions d'emplois sont annoncées en Charente dans les finances publiques en 2018 et « entre 40 et 50 en 2019 ». Des chiffres « inadmissibles » pour les trois organisations syndicales (FO, CGT et Solidaires) qui avaient appelé hier à la grève en Charente, mouvement suivi par 1 fonctionnaire sur 5 selon les grévistes. Les trois syndicats ont boycotté, dans la matinée, le comité technique local, organe consultatif, dans lequel la direction devait préciser les postes concernés. « On sait déjà qu'il y a les 7 postes de la trésorerie HLM, supprimée en Charente, et les 3 de la trésorerie de Ruelle qui fermera définitivement le 1^{er} janvier », précisent les syndicats. Pour eux, il s'agit d'un « abandon ef-

blic ». « Même si c'est sans licenciement, on sait qu'un départ à la retraite non remplacé est lourd de conséquences », pointe Thierry Solas, FO. « On est passé, en dix ans, de 34 trésoreries en Charente à 19 et, en 2018, on aura perdu 27 % de nos effectifs (167 emplois) », notent les syndicats. Selon eux, la dématérialisation et Internet ont bon dos. « Les gens ont encore besoin d'une présence physique », précisent-ils. Et de citer, par exemple, les trois services de publication foncière (qui valident les hypothèques) regroupés sur un site avec moins de personnel. « On est à sept mois de retard dans les validations, ce qui bloque toute la chaîne de l'action immobilière », déplorent-ils. Contactée, la direction n'a pas souhaité s'exprimer.

■ CHARENTE

Suppressions de postes: les trésoreries en grève



Une soixantaine d'agents des Finances publique ont manifesté devant leur direction hier matin.

Repro CL

«Trois à Ruelle, sept à la trésorerie des HLM qui ferme et des retraites non remplacées un peu partout ailleurs. Au total, 21 postes seront supprimés en 2018.» Thierry Solas, délégué FO des Finances publiques en Charente, s'est fait porte-parole de ses collègues CGT et Solidaires, hier matin, pour dénoncer les suppressions de postes qui s'annoncent. «On en redoute 40 ou 50 dans les quatre années à venir. On est très inquiets.»

Une soixantaine d'agents, près d'un sur cinq selon les syndicats, étaient en grève hier matin, rassemblés devant leurs locaux du Champ-de-Mars à Angoulême. Ils souhaitent des explications de leur directrice. Ils n'en ont pas eu. Les syndicats ont boycotté la réunion qui était prévue et les salariés sont restés en grève toute la journée.

Les syndicats chargent d'abord internet et la dématérialisation des démarches: «Les départs ne sont pas remplacés et on en profite pour

fermer les sites, peste Thierry Solas. Les gens ont pourtant besoin d'un contact. Même moi, je me suis trompé dans ma déclaration par internet. Des tas de gens viennent nous voir pour des conseils, des échéanciers.» Le représentant du personnel rappelle que les trésoreries «sont aussi consultées par les collectivités locales, chargées aussi de vérifier la véracité des dépenses et des recettes, du contrôle légal». Pour les syndicats, la menace se dessine. «Ils veulent confier ces fonctions régaliennes, du contrôle a posteriori, au privé qui aura accès aux dossiers fiscaux. On a appris incidemment qu'un appel d'offres avait été lancé», dénonce Thierry Solas.

Les agents ont fait les comptes. «Il y avait 34 sites il y a dix ans, à l'époque de la fusion des trésoreries et des impôts. Il en reste 19 et ont s'attend à des fermetures en 2019.» Et les syndicats ont annoncé la couleur. «On ne va pas en rester là. On prévoit des actions».